

Panorama de La Réunion

CARACTERISTIQUES STRUCTURELLES

Données de cadrage

Pays	France
Chef-lieu	Saint-Denis
Superficie	2520 km ²
Situation géographique	Océan Indien, archipel des Mascareignes ; Paris à 9 180 Km, Port-Louis à 210 Km
Langues parlées	Français + Créole réunionnais
Monnaie	Euro
Statut	Département et Région d'Outre-Mer (DROM)
Rang mondial IDH	33
Consultats	Suisse, Italie, Seychelles, Chine, Inde, Madagascar, Pays-Bas et Maurice
Représentation nationale	5 députés et 3 sénateurs
Représentation de l'État à La Réunion	Le Préfet
Code Internet	.re

Repères historiques

Escale sur les routes commerciales de l'Océan Indien, La Réunion reçoit, pendant plusieurs siècles, la visite de navigateurs arabes, portugais, etc. Les Français y débarquent pour la première fois en 1638, mais l'île ne devient colonie à part entière qu'en 1663.

Durant un siècle, la Compagnie des Indes Orientales gère directement l'île Bourbon qui lui est concédée par le roi de France avec pour mission sa mise en valeur et son développement grâce aux plantations de café. A la faillite de la compagnie, le roi de France rachète l'île en 1764. Celle-ci compte alors 22 000 personnes dont 18 000 esclaves. Au début du XIX^{ème} siècle, le développement de l'île s'appuie sur la culture de la canne à sucre. La France achète à bon prix les pains de sucre moulés dans des dizaines "d'usines" attenantes aux propriétés coloniales.

Le 20 décembre 1848 est proclamée **l'abolition de l'esclavage** à La Réunion. L'île, peuplée de 103 000 habitants dont 60 000 esclaves, reprend son nom actuel la même année. Durant le siècle qui suit, La Réunion demeure une colonie française. Le système économique et social se réorganise autour de « l'engagisme » qui, dans les faits, reste relativement proche du système esclavagiste précédent. Près de 100 000 « engagés » d'origine indienne, chinoise, africaine et malgache seront introduits.

Le 19 mars 1946 La Réunion obtient le **statut de Département d'Outre-mer**. C'est à partir de la fin des années cinquante que s'amorce puis s'accélère un mouvement d'essor exceptionnel. C'est le temps du décollage économique, des transformations profondes des infrastructures et des paysages avec l'amélioration des équipements (routiers, aériens, portuaires), la construction du barrage hydroélectrique de Takamaka (1968), d'hôpitaux, d'établissements scolaires. En 1982, la loi de décentralisation crée un Conseil Régional aux côtés du Conseil Général. La Réunion devient région européenne en 1992 et, en 1997, le traité d'Amsterdam donne à l'île sa place dans l'ensemble des régions ultrapériphériques de l'Europe.

L'organisation institutionnelle

Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946, La Réunion est un département français et devient également une **Région**, suite à la loi du 31 décembre 1982. A la différence des régions métropolitaines, son assise territoriale est **monodépartementale** et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales où la Région détermine l'assiette, le taux, les exonérations et la répartition de l'octroi de mer. Le conseil régional bénéficie, en outre, des avis d'une institution spécifique : le comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement. La réforme constitutionnelle du **28 mars 2003** a confirmé ce double ancrage institutionnel, en créant la dénomination de « **Départements et Régions d'Outre-mer** » (**DROM**). Les DROM sont régis par le principe de l'identité législative. Néanmoins des adaptations aux lois et règlements qui prévalent en métropole sont autorisées dès lors qu'elles sont motivées par « *les caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités* ». Ceci constitue une innovation par rapport au cadre constitutionnel antérieur à 2003 qui obligeait à un quasi mimétisme institutionnel avec les collectivités métropolitaines. Trois grands domaines sont aujourd'hui concernés par un droit spécifique : **le droit domanial, la fiscalité et le droit de la fonction**.

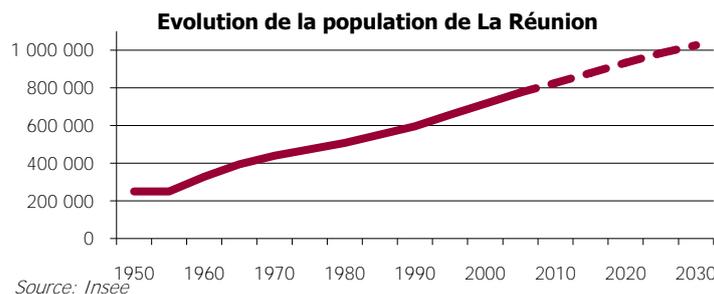
Par ailleurs, afin de favoriser l'intégration régionale des DROM, les lois spécifiques à l'outre-mer dotent les conseils généraux et régionaux d'attributions légales en matière de négociation et de signature d'accords régionaux au nom de la République avec les Etats ou les organismes régionaux voisins.

La Réunion devient également une **région ultrapériphérique (RUP)** en 1997. Le régime des RUP prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire. A l'instar du droit français, certaines adaptations au droit communautaire peuvent être autorisées au titre des « *caractéristiques et des contraintes particulières des régions ultrapériphériques* ». Dans ce cadre, le département bénéficie de soutiens financiers au titre de la politique régionale de l'UE et de son objectif « convergence » qui vise à soutenir le développement structurel des régions les moins développées de l'Union.

DEMOGRAPHIE

La poursuite de la transition démographique

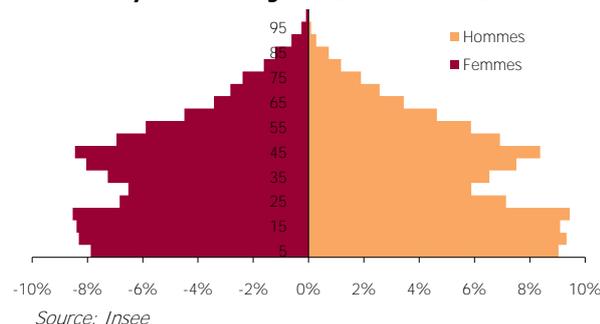
Résultat de mouvements migratoires en provenance d'Europe, d'Afrique, d'Inde, de Chine et des îles de l'Océan indien, la population réunionnaise est métisse, pluriculturelle et pluriculturelle. Le rythme de progression de la population ralentit légèrement, passant à 1,5 % en moyenne annuelle entre 1999 et 2008 contre +1,9 % entre 1990 et 1999. Selon les estimations provisoires de l'INSEE, la population réunionnaise atteint 817 000 habitants au premier janvier 2009, soit une augmentation de 1,4 % par rapport à 2008 (environ 11 000 personnes supplémentaires). Le taux de croissance démographique demeure plus élevé que celui de la métropole qui est estimé à 0,6 % en 2009. La Réunion pourrait franchir la barre symbolique du million d'habitants à l'horizon 2030.



Indicateurs démographiques	La Réunion	Métropole
Population au 1 ^{er} janvier 2009	817 000	62 469 000
Part des moins de 19 ans (en %, 2008)	35	25 ¹
Part des 20 - 39 ans (en %, 2008)	27,9	26,2 ¹
Part des 40 - 59 ans (en %, 2008)	25,8	27,5 ¹
Part des plus de 60 ans (en %, 2008)	11,3	21,3 ¹
Densité de population au 1 ^{er} janvier 2009 (hab/km ²)	324	114
Taux annuel moy. de variation de la population 1999-2009 (en %)	1,5	0,6
Taux de natalité (taux pour 1000 habitants, 2008)	18,5	12,7 ²
Taux de mortalité (taux pour 1000 habitants, 2008)	5,1	8,5
Taux de mortalité infantile (taux pour 1000 naissances, 2007)	6,1	3,8
Indice conjoncturel de fécondité (en 2006)	2,44	1,99
Espérance de vie des femmes à la naissance (en année en 2007)	81,8	84,4
Espérance de vie des hommes à la naissance (en année en 2007)	74,6	77,4
Part des personnes illettrées parmi les 16-65 ans (en %, 2008)	21	9

¹ en 2006 ; ² en 2007
Source: Insee

Pyramide des âges de La Réunion en 2008



PANORAMA DE L'ECONOMIE

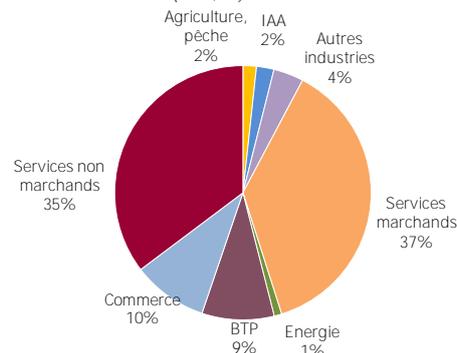
Données générales

Avec un taux de croissance annuel moyen de 6,9 % entre 1998 et 2008, le PIB réunionnais a presque doublé sur cette période. Principal moteur de la croissance de l'économie réunionnaise, la consommation finale s'est accrue de 6,0 % en moyenne par an. Autre moteur de la croissance, l'investissement a triplé en une décennie, en particulier depuis 2003 avec les mesures fiscales de soutien à l'économie et la mise en œuvre de grands chantiers qui ont stimulé l'activité du BTP. La croissance a ainsi permis à La Réunion de combler en partie son retard sur la France entière avec une hausse de près de 10 points en 10 ans du PIB par habitant qui ne représente toujours que 60,0 % du niveau national. En 2009, le Produit intérieur brut de La Réunion exprimé en monnaie constante a chuté de 2,7% (estimation CEROM). La croissance 2009, inférieure de près de six points à celle de 2008, enregistre ainsi son plus mauvais résultat depuis 1993. Cette chute s'explique en partie par une diminution de 6,5 % en volume de l'investissement.

Principaux indicateurs économiques	La Réunion	Métropole
PIB (en milliards d'euros courants, 2009) ¹	14,4	1 907,1
Taux de croissance du PIB (en %, en euros constants, 2009) ¹	-2,7	-2,6
PIB par habitant en euros courants (2009) ¹	17 625	30 401
Taux d'inflation (à fin décembre 2009, en glissement annuel)	0,3	0,9
Taux de chômage (en %, 2009)	27,2	9,5
Nombre de demandeurs d'emplois de cat. A (à fin déc. 2009)	101 180	2 645 100
Total des importations (en millions d'euros, 2009)	4 177	476 mds
Total des exportations (en millions d'euros, 2009)	247	439 mds
Solde de la balance commerciale (en millions d'euros, 2009)	-3 930	-37 mds
Taux de couverture ² (en %, 2009)	5,9	92,2
Taux de dépendance ³ aux importations (en %, 2006)	18,3	n.r.
Dépenses de l'Etat dans la collectivités (en millions d'euros, 2009)	5 490	n.r.
Dettes des collectivités de La Réunion (en % de PIB, 2008)	11,4	n.r.
Soutiens financiers de l'Europe entre 2007 et 2013	1,9 mds	n.r.

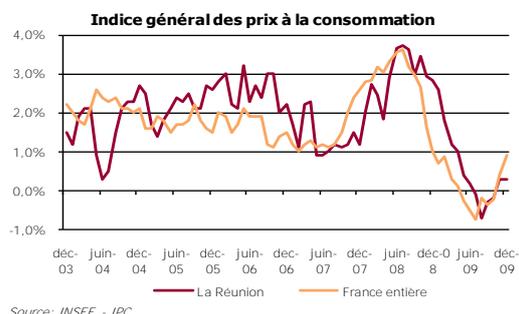
¹ Estimation CEROM ; ² exportations/importations ; n.r.: non renseigné
³ (imports + impôts sur imports)/(production + imports + impôts sur imports - exports - variation de stocks)
Source: INSEE, Douanes, Pôle Emploi, Cerom, AFD, Trésorerie générale

Répartition de la valeur ajoutée (2006, %)

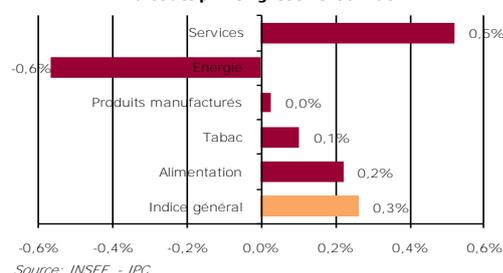


Indice des prix : une inflation contenue

La hausse des prix a été contenue en 2009, avec un glissement annuel de 0,3 % de l'indice des prix à la consommation à fin décembre 2009. Cette stabilité des prix s'explique par le ralentissement de l'activité économique et la baisse des prix des produits pétroliers



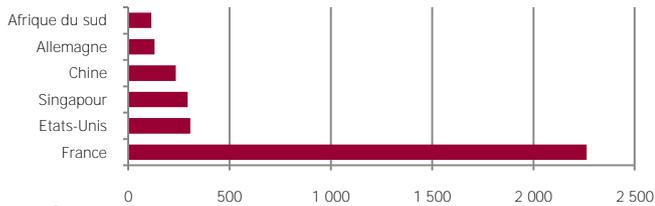
Contribution des principaux postes dans l'évolution de l'indice des prix en glissement annuel



Commerce extérieur : Une balance commerciale structurellement déficitaire

A l'instar des autres DOM et de la majorité des économies insulaires, l'économie de La Réunion a largement recours à l'importation pour ses approvisionnements en biens et en matières premières, ce qui génère une balance commerciale structurellement déficitaire. En 2009, le taux de couverture des échanges de biens avec l'extérieur est de 5,9 %. Par ailleurs, la métropole reste de très loin le principal fournisseur et client de l'île.

Les principaux fournisseurs en 2009 (en millions d'euros)



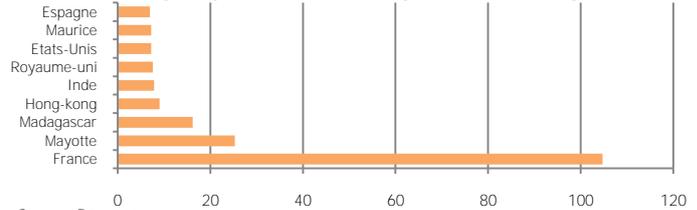
Source: Douanes

Importations en valeur (millions d'euros)

Industries des biens intermédiaires	875,7
Industries des biens d'équipement	875,6
Industries des biens de consommation	821,7
Industries agricoles et alimentaires	643,2
Industrie automobile	463,5
Energie	396,0
Agriculture, sylviculture, pêche	83,5
Produits divers	17,5
Total	4 176,8

Source: Douanes

Les principaux clients en 2009 (en millions d'euros)



Source: Douanes

Exportations en valeur (millions d'euros)

	2009
Industries agricoles et alimentaires	152,5
dont sucre	79,6
Industries des biens d'équipement	31,4
Industries des biens intermédiaires	26,8
Industrie automobile	20,1
Industries des biens de consommation	9,2
Agriculture, sylviculture, pêche	6,1
Energie et produits divers	0,4
Total	246,5

Source: Douanes

Emploi et chômage : une détérioration du marché du travail

L'économie réunionnaise est fortement orientée vers le secteur des services qui emploie plus des deux tiers des salariés de l'île en 2007. Parmi eux, 62,9 % travaillent dans les services non marchands mais cette part tend à se réduire. En 2009, le marché du travail a été particulièrement touché et la barre symbolique des 100 000 demandeurs d'emploi a été franchie pour la première fois depuis 2003.

Emploi salarié	2006	2007	Part en 2007	Evol. 06/07
Agriculture	3 169	3 262	1,6%	2,9%
Industrie	14 070	14 431	7,0%	2,6%
dont ind. agri. et alim.	4 516	4 645	2,2%	2,9%
BTP	17 005	18 658	9,0%	9,7%
Commerce	26 789	27 112	13,1%	1,2%
Services marchands	48 149	53 123	25,7%	10,3%
dont services aux entreprises	16 940	19 819	9,6%	17,0%
Services non marchands	88 594	89 988	43,6%	1,6%
dont éducation	24 386	23 474	11,4%	-3,7%
Total effectifs salariés	197 776	206 574	100,0%	4,4%

source: Insee

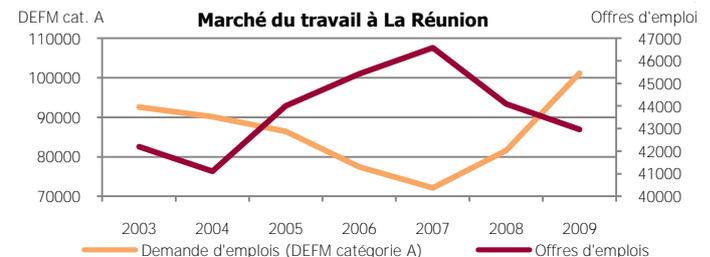
Les 10 premiers employeurs du secteur privé en 2007

Rang	Entreprise	Activité
1	Les grands travaux de l'Océan Indien	Construction
2	Sems SA	Commerce de détail
3	Adecco Réunion	Travail temporaire
4	Société d'exploitation des magasins de La Réunion	Commerce de détail
5	Société bourbonnaise de TP et de construction	Construction
6	Air Austral	Transports et entreposage
7	Caisse régionale de Crédit Agricole	Intermédiation financière
8	Société de gestion clinique Sainte Clotilde	Santé
9	Jules Caillé Auto	Commerce automobile
10	Banque de La Réunion	Intermédiation financière

Source: Fiben, Iedom



Source: INSEE - Enquête Emploi



Source: STMT - Pôle emploi, Dares

Indicateurs sectoriels

Données de cadrage

Principaux indicateurs sectoriels	2009	Evol. 08/09
Consommation électrique (kW/hab/an)	3 196	0,7%
Créations d'entreprises	6 740	9,6%
Production agricole (en millions d'euros)	382	2,2%
Production de cannes à sucre (en milliers de tonne)	1 907	7,6%
Production de sucre (en milliers de tonnes)	207	6,9%
Production avicole (en tonnes équivalent carcasse)	9 191	-3,1%
Production porcine (en tonnes)	10 789	-6,5%
Production bovine (en tonnes)	1 808	1,4%
Collecte de lait (en milliers de litres)	20 879	-8,1%
Production de rhum (en hectolitre d'alcool pur)	111 075	-6,7%

	2009	Evol. 08/09
Effectifs du BTP (à fin décembre)	17 730	-22,3%
Attestations de conformité électrique du Consuel	9 719	-13,8%
Importations de ciments (tonnes)	427 000	-26,7%
LBU à l'aide au log. social (en millions d'euros)	92	14,2%
Nombre de touristes	421 900	6,4%
Capacité hôtelière (en nombre de chambres)	2 084	-30,1%
Nombre de passagers aux aéroports (en milliers)	1 877	5,3%
Nombre de ventes de véhicules de tourisme	19 537	-19,8%
Nombre de ventes de véhicules utilitaires	3 712	-33,7%
Parc automobile des véhicules	328 847	0,3%
Effectifs de l'ensemble de l'enseignement	223 544	0,3%

Le sucre : une bonne campagne sucrière 2009

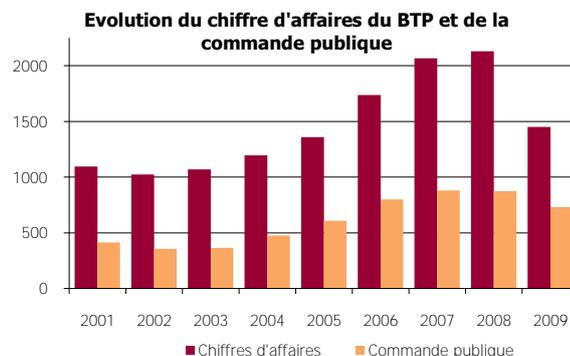
L'île compte deux sucreries qui assurent l'ensemble de la production de sucre de La Réunion : la sucrerie de Bois-Rouge et la sucrerie du Gol. Sur les dix dernières années, cette production s'établit, en moyenne, à un peu plus de 200 000 tonnes par an. Cette activité totalise plus de 15 % des effectifs et contribue à hauteur de 20 % du CA de la branche industrie. La campagne sucrière 2009 poursuit la tendance à la reprise observée en 2008 (+15,9 % après une campagne 2007 calamiteuse) avec une nouvelle progression de 6,9 % de la production sucrière, soit 3,4 % au dessus de la moyenne décennale.

LE BTP : Un « trou d'air » dans l'activité en 2009

Le BTP a été un élément moteur du développement économique de l'île de 2000 à 2008. La valeur ajoutée du secteur a crû au rythme moyen de 10,2 % par an sur cette période et il a contribué à hauteur de 9,1 % à la création de richesse en 2006. Il employait près de 20 000 personnes en 2008, soit 14,5 % des effectifs salariés à La Réunion. En 2007, ces entreprises ont réalisé un chiffre d'affaires de 1,7 milliard d'euros dont les deux tiers dans le gros œuvre, plus particulièrement dans la construction immobilière qui représente 56,2 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur. Les travaux publics ont généré 351 millions d'euros de CA, soit 20,2 % du total.

Après plusieurs années de forte croissance, l'activité du BTP s'est très nettement dégradée en 2009. Le resserrement de l'accès au crédit et le ralentissement de la demande en biens immobiliers, alimenté par les incertitudes autour de la LODEOM, se sont traduits par une nette contraction des ventes de biens immobiliers neufs.

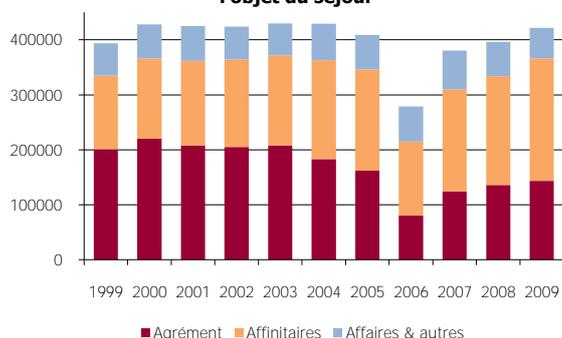
Parallèlement, l'achèvement de chantiers de grande envergure, au premier rang desquels figure la route des Tamarins, et l'abandon ou le report de nombreux projets par les nouvelles majorités municipales élues en 2008 ont engendré un véritable « trou d'air » dans l'activité du secteur. La valeur ajoutée créée par ce secteur a ainsi baissé de 12 % en 2009, en euros constants.



Source: Cer BTP

Le tourisme : une activité fortement dépendante des résidents

Evolution de la fréquentation touristique selon l'objet du séjour



Source: INSEE - IRT

Le secteur touristique représente la première source d'exportation de l'île et contribue à sa notoriété et à sa visibilité. Les dépenses des touristes à La Réunion (846 millions d'euros en 2005, dont plus de la moitié réalisée par la clientèle locale) ne représentent que 2,6 % de la valeur ajoutée totale du département, mais le tourisme participe significativement à la diversification économique de l'île et sa forte intensité en main-d'œuvre en fait un pourvoyeur d'emplois significatif avec 9 000 emplois directs.

En 2009, La Réunion a accueilli 421 900 touristes non résidents, soit une fréquentation proche de celles des meilleures années du début de la décennie, c'est-à-dire avant la crise sanitaire liée au chikungunya de 2006. Ces bons résultats sont à mettre au crédit de la clientèle affinitaire, qui compose plus de la moitié des touristes. En revanche, le tourisme d'agrément se situe bien en deçà des niveaux des années 2000 et le parc hôtelier a perdu 30% de sa capacité d'accueil en chambres classées entre 2006 et 2009.

LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Données générales

L'activité bancaire et financière s'organise à La Réunion autour de différents réseaux d'établissements de crédit, implantés ou non sur la place locale. Au 31 décembre 2009, on dénombre vingt et un établissements de crédit, soumis à la loi bancaire, installés dans le département et participant au système d'intermédiation financière de l'île (collecte des dépôts et financement de l'économie). En dépit de la diversité des établissements de crédit implantés à La Réunion, le marché est caractérisé par sa concentration. La part de marché cumulée des trois premiers établissements sur chaque type de produits se situe aux alentours de 60 %.

Au 31 décembre 2009, le rythme de croissance des financements consentis par les établissements de crédit implantés à La Réunion est très inférieur à celui enregistré en 2008 (+1,9 % contre +8,2 % en 2008). Les établissements de crédit ont parallèlement dû faire face à une forte montée des risques, qui s'est traduite par une hausse du montant des créances douteuses brutes de 38,0 % en 2009. Par ailleurs, les principales banques de la place présentent des performances financières très contrastées. Alors que leur produit net bancaire s'inscrit en hausse de 8,2 % en 2009, leur résultat net après impôt est déficitaire pour la première fois depuis le début des années 90, mais ce déficit s'explique néanmoins uniquement par les difficultés d'un seul établissement, les résultats des autres banques demeurant globalement similaires à ceux des années précédentes.

Indicateurs monétaires et financiers

	2000	2009
Nombre d'habitants par guichet bancaire	8 673	3 552
Nombre d'habitants par guichet automatique	2 891	1 685
Nombre de comptes bancaires par habitant	2,10	2,29
Actifs financiers des agents économiques auprès des EC locaux	5,7 mds €	10,4 mds €
Encours sains des agents économiques auprès des EC locaux	5,4 mds €	11,9 mds €

Source: ledom

Indicateurs d'entreprises

	2009
Coût moyen du crédit aux entreprises (en %, janvier 2010)	4,22
Taux de créances douteuses - ensemble des concours (en %)	4,9
Actifs financiers (en millions d'euros, à fin décembre)	2 433
Concours bancaires (en millions d'euros, à fin décembre)	7 420
Part des crédits d'exploitation (en %)	16,3
Part des crédits d'investissement (en %)	44,9
Part des crédits à la construction (en %)	37,8

Source: ledom

Indicateurs ménages

	2009
Créances douteuses nettes (en millions d'euros)	109,8
Actifs financiers (en millions d'euros, à fin décembre)	7 515
Concours bancaires (en millions d'euros, à fin décembre)	6 385
Part des crédits à la consommation (en %)	26,6
Part des crédits à l'habitat (en %)	71,9
Nombre de dossiers de surendettement	1 142

Source: ledom

Directeur de la publication : Y. BARROUX – Responsable de rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Rédaction : D. LAURET & D. PERRAIN

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 22 juillet 2010 – Dépôt légal : juillet 2010 – ISSN 1952-9619